



**Bourse Uemoa**

**La BRVM ouvre sa séance du Jour**  
*La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente...* • (Page 07)

**États-Unis**

**Le déficit commercial a atteint un record en 2022**  
*Le déficit commercial des États-Unis a atteint un record en 2022 sous l'effet d'une nette hausse des importations par rapport à l'année précédente, notamment des matériaux, des ...* • (Page 08)

**Gestion des déchets**  
**1er atelier de renforcement des capacités des communes togolaises**  
*Dans le cadre du Fonds de Solidarité pour les Projets ...* • (Page 10)



**Togo / Suivi des projets au profit des communautés à la base** • (Pages 03)

# Myriam Dossou échange avec les responsables régionaux



**Lomé Container Terminal** • (Page 04)

# LCT outillée pour des performances au standard mondial

**UEMOA**

**Lomé accueille le 8ème Salon des Banques et PME**  
*Initialement prévue pour la fin de l'année 2022, la 8e édition du Salon des Banques et ...* • (Page 02)

**Mutilations génitales**

**L'UNFPA et l'UNICEF appellent à une action urgente**  
*« Cette année, selon les dernières estimations de l'UNFPA, 4,3 millions de filles risquent de subir des mutilations génitales. Ce chiffre devrait ...* • (Page 05)

**Nigeria & Niger**

**Accord sur la coordination des fréquences aux frontières**  
*Le Nigeria et la République du Niger ont signé un accord bilatéral pour la coordination de l'utilisation des fréquences le ...* • (Page 06)

**Togo / Culture**

**Défilé « Solim mode » au parc des éléphants de Djamdè**  
*La 3ème édition du défilé de mode dénommé « Solim mode » s'est déroulée le samedi 4 ...* • (Page 11)

**Career Academy Institute**  
l'Image de l'Expertise  
www.career-academyinstitute.com  
+228 93277876 / 92123162 / 99265828  
**Accredited Financial Analyst® (AFA)**  
Etre un professionnel qualifié de la finance à l'international !

UEMOA

# Lomé accueille le 8ème Salon des Banques et PME

Initialement prévue pour la fin de l'année 2022, la 8e édition du Salon des Banques et PME de l'Uemoa (SBPME-UEMOA) s'est officiellement ouverte ce mardi 07 février 2023 à Lomé. Ceci, lors d'une cérémonie organisée en format hybride sur les campus universitaires des autres pays de l'espace, et présidée par le Ministre du commerce, de l'industrie et de la consommation locale, Kodjo Adedze.

• Junior AREDOLA

Quatre jours durant, experts, patronat, dirigeants de PME, banques, microfinances, assurances, représentants de faitières et porteurs de projets mèneront plusieurs activités en présentiel et en ligne, en lien avec la thématique suivante : "Financement et investissement des PME de l'Uemoa, face aux crises et mutations des économies africaines". "En acceptant d'abriter cet événement, le Gouvernement togolais témoigne son adhésion à l'initiative des promoteurs du Salon qui permettra aux différents acteurs de réfléchir, partager leurs expériences et préoccupations, développer



des partenariats gagnant-gagnant afin de formuler des recommandations aux autorités compétentes. C'est avec beaucoup d'impatience que nous attendons les résolutions qui sortiront de vos travaux pour en tirer le meilleur profit", a indiqué dans son intervention, Kodjo Adedze, avant de rappeler les actions entreprises par le Togo sur la question. Pour Youépéné

Hermann Nagalo, Secrétaire permanent du Salon, "le SBPME-Uemoa est une initiative qui vient compléter toutes les autres initiatives déjà existantes. L'objectif in fine est de parvenir à la transformation de nos économies grâce aux PME". Pour rappel, un appel à projets innovants a été lancé dans le cadre du salon, et a recueilli près de 400 soumissions.

## Réseaux sociaux

### 5 nouvelles fonctionnalités sur les statuts WhatsApp

Les contenus éphémères ont la cote sur les réseaux sociaux depuis l'arrivée de Snapchat et leur appropriation sur les applications de l'entreprise META comme Facebook, Instagram et WhatsApp qui apporte de nouvelles mises à jour pour sa fonctionnalité Statut.

C'est sur un blog que l'application de messagerie instantanée annonce 5 nouvelles fonctionnalités sur les statuts pour vous permettre de mieux vous exprimer et communiquer. La première fonctionnalité concerne la sélection de l'audience de vos statuts sur WhatsApp. Maintenant, vous pourrez choisir les paramètres de confidentialité statut par statut pour contrôler l'audience de chaque contenu éphémère. La seconde porte sur un nouveau format de contenu : la voix. Désormais,

vous allez pouvoir envoyer des statuts vocaux pour mieux faire passer vos messages. La troisième fonctionnalité porte sur les réactions aux statuts. Après l'introduction des réactions aux messages, c'était une option très attendue pour les statuts des contacts WhatsApp. Pour la quatrième fonctionnalité, il s'agit des anneaux verts qui entourent les photos de profil de vos contacts pour vous signaler de la disponibilité d'un nouveau statut venant du contact concerné. La dernière est l'aperçu des

liens web partagés en statut pour une meilleure visibilité de contenu avant de cliquer. D'après WhatsApp ; "Ces mises à jour ont commencé à être déployées dans le monde entier et seront disponibles pour tout le monde dans les semaines à venir. Nous espérons que les nouvelles fonctionnalités des statuts vous plairont." Selon Apptopia, WhatsApp est la 3ème application la plus téléchargée en 2022 avec 424 millions d'installations.

Avec Agence Ecofin

# Image du jour



Pose de la première pierre pour la construction de mini châteaux d'eau à Gbavé, Agbalaho et GokaKope

## AUX DECIDEURS...

### Une nouvelle initiative sur le marché du carbone

Le financement climatique pour le continent africain a reçu un coup de pouce lors de la Conférence des Nations Unies sur le climat (COP27) de 2022, avec le lancement de l'Initiative pour les marchés du carbone en Afrique. Cela vise à rendre le financement climatique disponible pour les pays africains, à élargir l'accès à l'énergie propre et à stimuler le développement économique durable.

Dirigée par un comité directeur de 13 membres composé de dirigeants africains, de directeurs généraux et de spécialistes de l'industrie, l'initiative promet d'élargir la participation du continent aux marchés volontaires du carbone.

Les marchés du carbone sont des plateformes d'échange qui permettent aux particuliers, aux entreprises et aux gouvernements de financer des projets qui réduisent les émissions (au lieu de réduire leurs propres émissions).

Le Kenya, le Malawi, le Gabon, le Nigeria et le Togo ont déjà indiqué leur intention de collaborer avec le marché.

Les projets climatiques comprennent le reboisement et la conservation des forêts, les investissements dans les énergies renouvelables, les pratiques agricoles de stockage du carbone et la capture directe de l'air. En échange du financement de projets comme ceux-ci, les investisseurs reçoivent des crédits carbone – des certificats utilisés pour « compenser » les émissions qu'ils continuent à produire.

L'objectif de l'initiative africaine est de produire 300 millions de nouveaux crédits carbone par an d'ici 2030, ce qui est comparable au nombre de crédits émis dans le monde sur les marchés volontaires de compensation carbone en 2021.

Cependant, il existe un scepticisme considérable quant à savoir si les crédits de compensation carbone atténuent le changement climatique.

L'octroi de crédits carbone à des projets qui auraient été mis en œuvre de toute façon n'offre aucune atténuation climatique et peut entraîner des émissions mondiales plus élevées que si les crédits n'avaient pas été émis. Il s'agit d'un sérieux défi pour les marchés de la compensation carbone car l'additionnalité n'est pas mesurable, malgré les affirmations de l'industrie. Bien que les chefs de projet puissent prétendre qu'ils ne peuvent pas continuer sans financement, il n'y a aucun moyen de savoir si ces affirmations sont vraies.

Un deuxième problème est la permanence. Les compensations de carbone doivent être permanentes car les émissions de carbone restent dans l'atmosphère pendant des centaines d'années. Il est presque impossible de garantir que les émissions seront compensées pendant cette durée. Mais cela dépend du type de projet de compensation.

Les projets d'élimination du carbone ont cependant le potentiel de produire un résultat permanent d'émissions nettes nulles. Les projets de capture directe de l'air, qui utilisent des réactions chimiques pour extraire le dioxyde de carbone de l'atmosphère et le stocker profondément sous terre, peuvent atteindre cet objectif. Le coût du captage direct de l'air reste cependant très élevé.

La croissance forestière, un type moins coûteux de projet d'élimination du carbone, est moins permanente. Les propriétaires fonciers peuvent s'engager à ne pas abattre d'arbres, mais les incendies de forêt, les maladies et d'autres événements perturbateurs peuvent libérer une grande partie du carbone stocké dans l'atmosphère. Les crédits de carbone forestier ont toujours de la valeur, mais ils ne peuvent pas garantir la permanence. Les projets forestiers offrent des « reports de carbone ».

D'autres projets de croissance forestière éliminent le carbone de l'atmosphère pendant une durée déterminée. Ce délai a de la valeur car il peut réduire le pic de réchauffement et donne à la société plus de temps pour que les coûts des technologies de décarbonisation diminuent. Bien que ces projets de report du carbone aient une valeur, ils ne devraient pas être utilisés pour générer des crédits carbone qui sont utilisés pour compenser de façon permanente les émissions produites par l'activité économique.

L'Initiative des marchés africains du carbone a des ambitions audacieuses. Il attirera les investissements en Afrique des entreprises, des consommateurs et des gouvernements des pays qui ont historiquement le plus contribué au changement climatique. Cependant, il n'est pas clair si ces investissements entraînent des avantages significatifs pour le climat. Le temps nous le dira.

Midas Tigossou

### Le Togo en chiffres

| Informations générales  | Togo                   | Afrique Subsaharienne | Source                |
|---|------------------------|-----------------------|-----------------------|
| Superficie  | 56 790 km <sup>2</sup> | 21,7 km <sup>2</sup>  | Banque mondiale, 2018 |
| Population  | 8,3 millions           | 1 094 millions        | ONU, 2020             |
| Part de la population urbaine                                       | 42,8 %                 | 41,4 %                | ONU, 2020             |
| Croissance démographique  | 2,4 %                  | 2,6 %                 | ONU, 2020             |
| Taux de fertilité   | 4,4 enfants par femme  | 4,7 enfants par femme | ONU, 2015-2020        |
| Espérance de vie à la naissance                                     | 60,5 ans               | 60,5 ans              | ONU, 2015-2020        |
| Part de la population âgée de moins de 15 ans                       | 41 %                   | 42,7 %                | ONU, 2020             |
| Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA | 24,1 %                 | 38,3 %                | Banque mondiale, 2018 |
| Taux d'alphabétisation des adultes                                  | 66,5 %                 | 65,9 %                | Banque mondiale 2019  |
| APD par habitant  | 50,9 USD               | 49,9 USD              | Banque mondiale 2019  |
| Classement IDH 2019   | 167 / 189              |                       | PNUD, 2020            |

Togo / Suivi des projets au profit des communautés à la base

# Myriam Dossou échange avec les responsables régionaux

Dans le cadre du suivi de l'évolution des projets et initiatives du gouvernement au profit des communautés à la base, Myriam Dossou, la ministre du développement à la base, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes, a tenu le samedi 04 février 2023 à Dapaong, une rencontre d'échanges avec les responsables régionaux (ANADEB/ANVT/FAIEJ) du ministère et leurs équipes.

• Joël YANCLO

« Je veux ici, redire mon admiration à chacun de ces agents de l'ANADEB qui chaque jour, font preuve de courage et de patriotisme pour contribuer au mieux-être des populations de la région des Savanes. J'ai été honoré de savoir, des collaborateurs prêts, malgré la situation sécuritaire marquée par le terrorisme violent, à soutenir les actions du Président Faure Essozimna Gnassingbé, visant à garantir l'accès de tous les Togolais au minimum vital commun, tout en consolidant la paix et la sécurité », a déclaré Myriam Dossou, la ministre du développement à la base, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes après avoir échangé avec les responsables régionaux dans le cadre du suivi de l'évolution des projets et initiatives du gouvernement au profit des communautés à la base. La ministre a également

tenu une séance de travail avec les agents qui assurent l'identification biométrique des bénéficiaires de transfert monétaire dans le cadre de l'extension du projet de filets sociaux de base à travers la plate-forme Novissi. Le projet de Cohésion Sociale des régions du golfe de Guinée (COSO), le financement additionnel du projet de Filets sociaux et services de base (FSB), les cantines scolaires, les transferts monétaires sont autant de solutions structurées et complémentaires qui répondent grandement aux besoins prioritaires des populations et participent au développement économique. Le gouvernement à travers le projet COSO initie une approche de développement décentralisé qui met l'accent sur les priorités telles que définies par les communautés elles-mêmes, qui les responsabilise, et qui leur donne les moyens de participer activement à leur propre essor.



Le FA-FSB répond à la fois aux besoins immédiats de la population en matière de secours et de relèvement ; et aux défis à plus long terme du pays en matière de protection sociale et de relance économique mis en lumière par la pandémie de la COVID-19.

### Remise de kits d'ins-

### tallation aux VEC

Au cours de son périple, la ministre Myriam DOSSOU a présidé le vendredi 03 février 2023 toujours à Dapaong dans la région des Savanes, en présence du ministre délégué chargé de l'enseignement technique et de l'artisa-

nat, la cérémonie de remise de kits d'installation aux Volontaires d'Engagement Citoyen (VEC) artisans en fin de mission. Cette activité consacre la détermination du Chef de l'Etat à améliorer le niveau de vie de la jeunesse togolaise, sans exclusion, à repousser les frontières de

leur précarité et à assurer le mieux-être des populations à la base. Ce sont 266 jeunes artisans de la région des savanes répartis en 12 corps de métiers, ayant suivi le parcours du volontariat d'engagement citoyen qui ont bénéficié ce jour, de l'appui du Gouvernement en vue de lever les freins au développement d'activités génératrices de revenus. Au total, 752 jeunes VEC en fin de mission ont bénéficié de ces kits d'artisans visant à leur garantir une insertion socio-professionnelle et une autonomisation complète. Myriam DOSSOU « salue l'engagement de ce modèle de citoyens qui grâce à leur appui aux communes contribuent à l'assainissement et la salubrité de leur milieu, à la protection de l'environnement et au renforcement de la paix et de la cohésion sociale. »



## Le Togo en chiffres

| Prévisions du commerce extérieur                                       | 2021 | 2022 (e) | 2023 (e) | 2024 (e) | 2025 (e) |
|--|------|----------|----------|----------|----------|
| Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %) | 10,4 | 6,3      | 4,9      | 7,5      | 7,8      |
| Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %) | 6,0  | 5,5      | 6,2      | 6,8      | 8,6      |

Source : FMI ; World economic outlook ; dernières données disponibles ; (e) estimation

| Indicateurs économiques                      | Togo        | Afrique Subsaharienne | Source       |
|--|-------------|-----------------------|--------------|
| PIB nominal en 2021                          | 8,4 Mds USD | 1 870 Mds USD         | FMI          |
| PIB par habitant en 2021                     | 991,5 USD   | 1 742 USD             | FMI          |
| Part du secteur de l'agriculture dans le PIB | 22 %        | 19 %                  | CNUCED, 2020 |
| Part du secteur de l'industrie dans le PIB   | 23 %        | 29 %                  | CNUCED, 2020 |
| Part du secteur des services dans le PIB     | 55 %        | 52 %                  | CNUCED, 2020 |

|         |     |            |     |
|---------|-----|------------|-----|
| Sénégal | 5,0 | Etats-Unis | 2,7 |
| Nigéria | 4,0 | Malaisie   | 2,7 |

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

| Indicateurs économiques                             | Togo   |        | Afrique Subsaharienne |         | Source |
|---|--------|--------|-----------------------|---------|--------|
|   | 2021   | 2022   | 2021                  | 2022    |        |
| Croissance du PIB réel                              | +5,1 % | +5,6 % | +4,5 %                | +3,8 %  | FMI    |
| Croissance du PIB réel par habitant                 | +2,6 % | +3 %   | +2,3 %                | +1,5 %  | FMI    |
| Taux d'inflation moyen annuel                       | +4,3 % | +4,6 % | +11 %                 | +12,2 % | FMI    |
| Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB) | -6,5 % | -4,9 % | -5,3 %                | -4,7 %  | FMI    |
| Dette publique (en % du PIB)                        | 63,8 % | 63,6 % | 56,9 %                | 55,1 %  | FMI    |
| Dette extérieure publique (en % du PIB)             | 25,8 % | 28,0 % | 25,1 %                | 24 %    | FMI    |

## Lomé Container Terminal

## LCT outillée pour des performances au standard mondial

Lomé Container Terminal (LCT) ne cesse de progresser dans sa quête de compétence, de technicité et de l'amélioration continue de la qualité des services fournis et de la stratégie opérationnelle ; ce qui encourage les partenaires et les investisseurs à avoir plus confiance.

● Joël YANCLO

Sur la plateforme portuaire, afin de permettre le traitement de plus de navires et d'accroître la productivité opérationnelle de son Terminal à conteneurs, LCT a investi dans l'acquisition de nouveaux équipements de manutention tout aussi performants les uns que les autres. Ainsi, LCT ne cesse de progresser dans sa quête de compétence, de technicité et de l'amélioration continue de la qualité des services fournis et de la stratégie opérationnelle. Les derniers équipements à date sont deux grues portiques de quai STS, réceptionnées le 16 Janvier 2023. Il est à rappeler qu'au cours de l'année 2022, LCT avait réceptionné 02 grues mobiles, 10 camions semi-remorques, 05 grues portiques de parc RTG et 02 charriots élévateurs à fourches. La flotte d'équipements de manutention de LCT compte à ce jour : 11 Grues portiques de manutention à quai SUPER-POST-PANAMAX ZPMC ; 02 Grues mobiles de marque Liebherr LHM 800 ; 32 Grues Portiques de parc électriques KONECRANES ; 11 Charriots élévateurs des



conteneurs vides KONECRANES ; 05 Charriots élévateurs de conteneurs pleins KONECRANES ; 11 Charriots élévateurs à fourches ; 80 Camions semi-remorques ; 1120 Prises de conteneurs frigorifiques. En plus de l'acquisition des nouveaux équipements de manutention, la Direction de Lomé Container Terminal a entrepris les travaux d'extension du côté Sud Est du parc à conteneurs du terminal sur une superficie de 5.6 hectares en vue d'augmenter la capacité de stockage du parc à conteneurs et la productivité de son Terminal, en prévision d'une croissance des conteneurs manutentionnés sur la plateforme portuaire de Lomé. Lomé Container Terminal (LCT) est une Société Anonyme créée en décembre 2008 suite à la signature de l'accord de concession avec l'Etat Togolais. Lomé

Container Terminal (LCT) se positionne comme l'opérateur du Terminal à Conteneurs leader en Afrique de l'Ouest et bénéficie d'un emplacement idéal dans le golfe de Guinée lui conférant une position stratégique pour servir de porte d'entrée et de premier hub de transbordement sur la côte et pour répondre également au marché de l'importation et de l'exportation du Togo et de la sous-région. Sa position permettra également de desservir les pays enclavés tels que : Mali, du Niger et du Burkina Faso et les régions du nord du Nigeria. La profondeur naturelle des eaux de la côte togolaise, les équipements de dernière génération et l'efficacité des équipes de Lomé Container Terminal lui permettent d'accueillir des navires de grandes tailles.

## Togo

## La CEET se dotera d'une cartographie numérisée des infrastructures de distribution

La Compagnie énergie électrique du Togo (CEET) va se doter d'une cartographie numérisée des infrastructures de distribution et de la clientèle. Elle a lancé à cet effet le 20 janvier 2023, une campagne de recensement des compteurs électriques de ses clients.

À cours de l'opération, la compagnie va précisément inventorier l'ensemble des compteurs et autres matériels de branchement installés chez ses clients et relever leurs coordonnées GPS ainsi que des informations techniques. À terme, avec ces données, elle va établir une

géolocalisation fiable des infrastructures des villes de Lomé, Tsévié, Kévé et leurs environs où la campagne est en cours. Dans le cadre de cette campagne, la société de distribution d'énergie électrique a déployé sur le terrain, dans les villes concernées des équipes de collecte d'in-

formations. Cette démarche pour rappel, se déroule dans le cadre du Projet de Réformes et d'Investissements dans le Secteur de l'Énergie au Togo (PRISET), financé à hauteur de 20 milliards FCFA par la Banque Mondiale.

Avec Togo First

## Changements Climatiques

## Le programme Readiness multipays a été lancé au Togo

Le ministre de l'environnement et des ressources forestières, FOLI BAZI Katari a lancé officiellement ce 2 février à Lomé, le programme Readiness multipays intitulé : « accélérer le financement et la mise en œuvre des priorités bas carbone et résilientes au changement climatique pour l'agriculture et l'énergie dans l'agriculture dans les pays africains ». Il avait à ses côtés pour la circonstance, Mme la ministre en charge de l'énergie, Mila AZIABLE et le directeur du cabinet Ernst & Young (EY) Patrice LEFEU.

● Junior AREDOLA

Le programme ainsi lancé, couvre 23 pays africains dont le Togo. Il vise à intensifier et identifier plus d'actions en vue de contribuer au processus d'atténuation des émissions de gaz à effets de serre dans le secteur de l'agriculture. « Aujourd'hui, c'est de voir comment mobiliser plusieurs milliards de dollar, créer un changement de paradigme qui va rendre rentable l'agriculture, afin d'éviter les importations des produits à dit Patrice LEFEU. Il a ajouté qu'en mobilisant un maximum de capitaux sous forme de don, les pays africains concernés par ce programme pourront mettre en place des activités d'adaptation face au changement climatique et son cabinet s'inscrit parfaitement dans cet accompagnement. « Pour tous les pays africains les difficultés d'accès à la finance

climatique demeurent une préoccupation a souligné le ministre FOLI BAZI qui met son espoir dans ce nouveau programme en termes de renforcement de capacités des acteurs nationaux, d'élaboration de notes conceptuelles et en termes d'augmentation d'entités accréditées pour des projets innovants à soumettre au Fonds Vert Climat. Le programme Readiness multipays pour atteindre ses objectifs, doit dérouler trois phases. La première portera sur l'analyse des écarts et des besoins des pays pour comprendre leur état de préparation au changement climatique et guider le développement des capacités, le renforcement de l'autorité nationale désignée (AND) et le développement d'outils pour renforcer la gestion des risques climatiques. Quant à la deuxième, elle s'occupera de l'élaboration des notes conceptuelles à fort potentiel

d'impact pour constituer un portefeuille de projets ambitieux et d'envergure. La troisième et dernière mettra l'accent sur l'élaboration d'une stratégie de mobilisation des ressources à grande échelle avec pilotage d'instruments financiers innovants. Par rapport aux contributions déterminées au niveau national (CDN), le pays s'est engagé à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 50% globalement. Malheureusement la mise en œuvre des projets d'atténuation et d'adaptation contenus dans ces CDN est fortement handicapée par le manque de ressources financières suffisantes au Togo tout comme dans la plupart des pays les moins avancés a expliqué le ministre. Il s'est dit rassuré de l'accompagnement du Cabinet Ernst & Young et celui du Cabinet solution durable pour l'Afrique (SSA) au Togo.

## Promotion de l'investissement

## Rose MIVEDOR reçoit en audience Elizabeth FITZSIMMONS

Rose MIVEDOR, Ministre de la Promotion de l'Investissement, a reçu en audience le mercredi 1er février 2023, Elizabeth FITZSIMMONS, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire des Etats-Unis au Togo.

Les échanges ont essentiellement porté sur le climat des affaires et l'attraction des investissements américains au Togo. Cette rencontre a permis aux deux personnalités entourées de leurs collaborateurs d'échanger sur le niveau de coopération entre le Togo et les Etats-Unis en matière de promotion et d'attraction des investissements, les réformes réalisées par le Togo puis d'évoquer les pistes d'actions à mener de façon concertée en vue d'attirer des hommes d'affaires américains au Togo.



Madame Rose MIVEDOR a invité la représentante de Washington à faciliter la mise en contact avec les or-

ganisations d'hommes d'affaires et chefs d'entreprises américains pour leur faire découvrir notre pays et promouvoir la destination Togo.

## Le Togo en chiffres

## Principaux pays partenaires du Togo

| Principaux clients (% des exportations) | 2020 | Principaux fournisseurs (% des importations) | 2020 |
|---|------|--|------|
| Burkina Faso                            | 13,8 | Chine  | 20,3 |
| Mali                                    | 13,0 | France                                       | 8,6  |
| Bénin                                   | 10,0 | Inde   | 7,5  |
| Niger                                   | 8,5  | Ghana  | 5,6  |
| Ghana                                   | 8,1  | Japon  | 4,3  |
| Inde                                    | 7,5  | Nigéria                                      | 3,6  |
| Côte d'Ivoire                           | 6,4  | Allemagne                                    | 3,5  |
| France                                  | 5,7  | Turquie                                      | 3,3  |

|  |        |        |        |        |     |
|--|--------|--------|--------|--------|-----|
| Solde courant externe (en % du PIB)  | -3,3 % | -5,9 % | -1,1 % | -1,7 % | FMI |
| Réserves de change zone UEMOA (en équivalent mois d'importations de biens et services) | 5,8    | 5,3    | 4,5    | 4,5    | FMI |

| Indicateurs du commerce extérieur                            | 2016 | 2017  | 2018 | 2019 | 2020 |
|--|------|-------|------|------|------|
| Commerce extérieur (en % du PIB)                             | 66,9 | 58,1  | 56,7 | 54,4 | 52,9 |
| Balance commerciale (hors services) (millions USD)           | -965 | -644  | -782 | -757 | n/a  |
| Balance commerciale (services inclus) (millions USD)         | -822 | -502  | -626 | 596  | n/a  |
| Importations de biens et services (croissance annuelle en %) | 1,0  | -11,4 | 5,3  | 1,4  | 0,8  |
| Exportations de biens et services (croissance annuelle en %) | 6,7  | -0,7  | 2,0  | 2,1  | -4,7 |
| Importations de biens et services (en % du PIB)              | 40,0 | 32,9  | 32,7 | 31,3 | 31,1 |
| Exportations de biens et services (en % du PIB)              | 26,9 | 25,3  | 23,9 | 23,1 | 21,8 |

Source : Banaue mondiale : dernières données disponibles

## Profil commercial

| Valeurs du commerce extérieur           | 2016  | 2017  | 2018  | 2019  | 2020  |
|---|-------|-------|-------|-------|-------|
| Importations de biens (millions USD)    | 2.382 | 1.874 | 2.116 | 2.091 | 2.166 |
| Exportations de biens (millions USD)    | 1.290 | 1.016 | 1.080 | 1.055 | 1.008 |
| Importations de services (millions USD) | 397   | 427   | 464   | 447   | 407   |
| Exportations de services (millions USD) | 530   | 531   | 589   | 576   | 451   |

Source : Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles



## Sans action urgente, notamment de la part des hommes et des garçons, le monde ne parviendra pas à mettre fin aux mutilations génitales féminines d'ici à 2030

*Déclaration conjointe de Natalia Kanem, Directrice exécutive de l'UNFPA, et de Catherine Russell, Directrice générale de l'UNICEF, à l'occasion de la Journée internationale de la tolérance zéro à l'égard des mutilations génitales féminines*

**NEW YORK, le 6 février 2023** – « Cette année, selon les dernières estimations de l'UNFPA, 4,3 millions de filles risquent de subir des mutilations génitales. Ce chiffre devrait atteindre 4,6 millions d'ici à 2030, les conflits, les changements climatiques et l'augmentation de la pauvreté et des inégalités continuant de miner les efforts que nous déployons pour transformer les normes sociales et de genre à l'origine de cette pratique néfaste, ainsi que de perturber les programmes visant à protéger les filles.

Les mutilations génitales féminines (MGF) violent les droits des femmes et des filles et limitent leurs futures possibilités en matière de santé, d'éducation et de revenu. Ancrées dans l'inégalité des genres et les déséquilibres de pouvoirs, elles constituent un acte de violence fondée sur le genre portant atteinte au corps des filles, réduisant leurs perspectives d'avenir et mettant leur vie en danger.

Nous savons pourtant que le changement est possible. Alors qu'il ne reste que huit ans pour atteindre l'objectif mondial visant à éliminer les MGF, seule une action collective, correctement financée, et rassemblant une diversité de parties prenantes, sera en mesure de mettre fin à cette pratique néfaste.

Il est essentiel de faire évoluer les normes sociales et de genre qui encouragent les MGF. Or, les hommes et les garçons sont de puissants alliés dans cet effort. Ils remettent de plus en plus en question les dynamiques de pouvoirs au sein de leurs familles et de leurs communautés, et soutiennent les femmes et les filles en tant qu'agentes du changement.

Au cours des cinq dernières années, le Programme mondial conjoint UNFPA-UNICEF de lutte contre les mutilations génitales féminines a soutenu plus de 3 000 initiatives au sein desquelles les hommes et les garçons ont activement milité pour l'élimination de cette pratique.

Dans de nombreux pays, nous constatons une forte opposition aux MGF de la part des hommes et des garçons. Ainsi, en Éthiopie, l'un des pays présentant l'un des plus forts taux de MGF au monde, les hommes sont 87 % à y être opposés, selon une récente étude menée par l'UNICEF.

Aussi, cette année, à l'occasion de la Journée internationale de la tolérance zéro à l'égard des mutilations génitales féminines, nous appelons la communauté internationale à :

- **Créer des partenariats** avec les hommes et les garçons et à les **mobiliser** pour changer les rapports de pouvoirs inégaux et remettre en question les attitudes et les comportements induits par l'inégalité des genres et menant aux MGF ;
- **Intégrer** des approches qui transforment la conception des genres et l'évolution des normes sociales au sein des pro-

grammes de lutte contre les MGF ;

- **Investir** dans l'élaboration de lois et de politiques nationales qui protègent les droits des femmes et des filles, notamment dans des plans d'actions nationaux pour l'élimination des MGF.

Cette journée nous rappelle l'urgence nécessaire de mettre en œuvre des efforts plus ciblés et plus concertés pour que notre objectif commun visant à éliminer les MGF devienne réalité. Nous devons travailler ensemble, avec toutes les parties concernées, notamment les hommes et les garçons, pour protéger les millions de filles et de femmes à risque, et reléguer cette pratique aux archives de l'histoire. »

###

### Note aux rédactions :

#### À propos du Programme conjoint UNFPA-UNICEF

Le Programme conjoint UNFPA-UNICEF de lutte contre les mutilations génitales féminines : Tenir notre promesse mondiale travaille à l'élimination des mutilations génitales féminines grâce à des interventions dans 17 pays à forte prévalence. Ce programme crée des opportunités pour les femmes et les filles afin qu'elles exercent leurs droits à la santé, à l'éducation, au revenu et à l'égalité, permettant ainsi de mettre fin aux inégalités de pouvoirs qui sous-tendent cette pratique néfaste.

#### Pour en savoir plus, contactez :

Eddie Wright, UNFPA New York, tél. : +1 917 831 2974  
ewright@unfpa.org

Helen Wylie, UNICEF New York, tél. : +1 917 244 2215, hwyli@unicef.org

#### À propos de l'UNFPA

L'UNFPA est l'agence des Nations Unies en charge des questions de santé sexuelle et reproductive. Sa mission est de créer un monde dans lequel chaque grossesse est désirée et chaque accouchement sans danger, un monde dans lequel chaque jeune réalise pleinement son potentiel. L'UNFPA demande la garantie des droits reproductifs pour toutes et tous, et soutient l'accès à un large éventail de services de santé sexuelle et reproductive.

Pour en savoir plus sur l'UNFPA et son travail, consultez le site [www.unfpa.org](http://www.unfpa.org)

Suivez l'UNFPA sur Twitter, Facebook, Instagram et YouTube

#### À propos de l'UNICEF

L'UNICEF travaille dans certains des endroits les plus inhospitaliers du monde pour atteindre les enfants les plus défavorisés. Dans plus de 190 pays et territoires, nous travaillons pour chaque enfant, chaque jour, afin de construire un monde meilleur pour tous.

Pour en savoir davantage sur l'UNICEF et son action : [www.unicef.org/fr](http://www.unicef.org/fr)

Suivez l'UNICEF sur Twitter, Facebook, Instagram et YouTube.

## Nigeria & Niger

### Accord sur la coordination des fréquences aux frontières

Le Nigeria et la République du Niger ont signé un accord bilatéral pour la coordination de l'utilisation des fréquences le long de leurs frontières afin d'assurer un déploiement transparent des services dans les deux pays.

● Wilson LAWSON

L'accord s'applique à la coordination des fréquences existant dans les zones transfrontalières Nigéria-Niger entre 87,5 mégahertz (MHz) et 30 gigahertz (GHz). L'accord a indiqué qu'il contribuera à une coordination et un partage efficace des fréquences et des canaux dans la "zone ou zone tampon" aux frontières entre les deux pays et contribuera également à résoudre l'un des principaux problèmes de réglementation des interférences de signaux qui peuvent survenir dans les transmissions de signaux de télécommunications par les fournisseurs de services de télécommunications terrestres, car il précise les procédures de réglementation



de ces cas. L'accord, selon les deux parties, prévoit, en partie, qu'en cas d'interférence nuisible affectant l'une des parties, la partie affectée informera l'autre partie par écrit pour que les mesures nécessaires soient prises. La partie d'où provient le brouillage veille à ce que tous les moyens nécessaires soient utilisés pour résoudre le brouillage préjudiciable dans les 30 jours suivant la réception de la notification. Bien que l'Accord soit sans préju-

dice des droits et obligations des parties spécifiés dans la Convention, la Constitution de l'Union internationale des télécommunications (UIT) et d'autres accords intergouvernementaux, il stipule toutefois que les services terrestres et mobiles dont l'utilisation est restreintes pour la sécurité, la défense maritime et nationale ou pour lesquelles les informations ne sont pas disponibles, ne sont pas soumises aux dispositions de l'accord.

## Sahel

### Les gouvernements burkinabè et malien envisagent une fédération de leurs deux États

Le Mali et le Burkina Faso, tous deux dirigés par des militaires suite à des coups d'État, font face à une situation économique et sociale difficile du fait de plusieurs facteurs endogènes et exogènes. Les autorités étudient l'idée de fédérer leurs ressources pour répondre ensemble à cette situation.

Les gouvernements du Burkina Faso et du Mali envisagent une fédération de leurs deux pays. L'information a été rendue publique par le Premier ministre du Burkina Faso, Apollinaire Joachim Kyélem de Tambèla (photo, à droite), à la suite de sa rencontre avec le chef de l'État malien, Assimi Goïta, le mercredi 1er février. Le responsable Burkinabè a indiqué à la presse que sa visite au Mali s'inscrit dans le cadre d'un rapprochement entre les deux pays. « Mon président m'a demandé de lui faire comprendre qu'il est disponible pour qu'ensemble, nous regardions dans la même direction », a déclaré Apollinaire Kyélem de Tambèla, tout en précisant que le président malien s'inscrivait également dans la même dynamique. Pour le Premier ministre burkinabè, une mutualisation des efforts des deux pays pourrait favoriser la satisfaction des aspirations des populations, notamment la paix, la sécurité et le développement. Il en veut pour exemple, le soutien du Mali dans la lutte contre l'insécurité au Burkina qui, selon lui, « sème la panique au niveau des terroristes ». En outre le chef du gouvernement burkinabè a révélé qu'un pro-

jet de chemin de fer reliant Bobo-Dioulasso à Bamako en passant par Sikasso ainsi que la réactivation de la Commission mixte de coopération malo-burkinabè était déjà sur la table des discussions.

**Les deux États sahé-liens sont présentement dirigés par des juntes militaires arrivées au pouvoir par coup d'État, sur fond de lutte contre le terrorisme.**

Au Mali, la Banque mondiale estime que l'insécurité croissante et l'instabilité politique du pays ont ralenti la reprise économique en 2021 et les perspectives de croissance pour 2022 ont également été compromises du fait des sanctions économiques, de l'insécurité alimentaire régionale et de la guerre en Ukraine. Sans intervention, la Banque prévoit que « l'instabilité sociale et l'extension constante des zones affectées par les conflits continueront de plomber la croissance économique ». Toutefois, il est à noter que Bamako a réussi dernièrement à se relancer sur le marché financier régional ces derniers mois. Le pays a pu mobiliser, au second semestre 2022, plus de 1,3

milliard de dollars sur seulement cinq mois d'intervention, pour rembourser ses impayés et financer son déficit budgétaire. Concernant le Burkina Faso, le pays fait face à un ralentissement économique dû en partie à la persistance des attaques terroristes, au déplacement interne massif des populations et ses conséquences humanitaires, l'instabilité sociale et politique. Cette situation, exacerbée par des facteurs exogènes tels que la crise russo-ukrainienne, les tensions géostratégiques et la résurgence de nouvelles variantes de la Covid-19, a provoqué aussi une hausse de l'inflation. Plusieurs mesures sont mises en œuvre par les autorités du pays afin de renforcer la gouvernance politique et les réformes institutionnelles. Ouagadougou met particulièrement l'accent sur l'accélération de la modernisation des procédures de recouvrement et la poursuite de la lutte contre la fraude, le faux et la corruption en vue d'accroître la mobilisation des ressources internes. Le rapprochement avec des pays frontaliers disposant d'un accès à la mer, tels que la Guinée, fait aussi partie de la stratégie gouvernementale burkinabè.

Avec Agence Ecofin

## Aérien

### Ethiopian s'apprête à lancer un service de passagers vers Copenhague

Ethiopian Airlines s'apprête à lancer un nouveau vol passager vers Copenhague, au Danemark, à compter du 22 mai 2023. Le nouveau vol sera opéré cinq fois par semaine, sauf les mardis et dimanches.

● Nicole ESSO

Mesfin Tasew, PDG du groupe, Ethiopian Airlines : " Nous sommes ravis d'ouvrir une nouvelle route vers Copenhague, au Danemark, qui sera notre 21e destination en Europe. Avec le lancement du vol, Copenhague deviendra une porte d'entrée cruciale pour Ethiopian Airlines dans le nord de l'Europe et le sud de la Scandinavie. Grâce au vaste réseau d'Ethiopian Airlines à travers l'Afrique, le nouveau vol améliorera la connectivité aérienne entre l'Europe et l'Afrique, facilitant ainsi le commerce, le tourisme et les relations diplomatiques des deux régions." La route directe créera de nouvelles opportunités pour les entreprises danoises, en particulier l'industrie pharmaceutique,



grâce aux installations de pointe et à l'aile pharmaceutique d'Ethiopian Cargo and Logistics Services. Ethiopian Airlines déploiera un Boeing 787-9 Dreamliner sur la route, avec 315 sièges. Thomas Woldbye, PDG de l'aéroport de Copenhague : " Cela fait longtemps que nous souhaitons améliorer la connexion entre Copenhague et l'Afrique. Par conséquent, c'est une très bonne nouvelle qu'Ethiopian Airlines, qui depuis 5 ans a été récompensée comme la meilleure com-

pagnie aérienne d'Afrique, va maintenant commencer à voler vers Copenhague. L'aéroport d'Addis-Abeba est devenu l'un des HUB les plus importants d'Afrique, avec des liaisons vers plus de 60 villes différentes d'Afrique, ainsi cette nouvelle route sera une porte d'entrée incroyable vers l'ensemble du continent pour Copenhague." Ethiopian a commencé à desservir Copenhague en novembre 1999, mais le vol a été suspendu environ quatre ans plus tard.

## Bénin

### 457 M€ seront mobilisés pour la sécurité alimentaire face au climat

Au Bénin, le gouvernement veut renforcer la sécurité alimentaire de ses populations, sujettes à de nombreuses menaces, dont le changement climatique. Dans le cadre de cette politique, 300 milliards de francs CFA (plus de 457 millions d'euros) seront mobilisés auprès de partenaires financiers d'ici à 2026 pour soutenir divers secteurs, notamment l'agriculture et l'élevage.

Le gouvernement béninois a profité du Sommet de Dakar sur l'agriculture qui s'est tenu du 25 au 27 janvier 2023 au Sénégal pour inviter les partenaires financiers à saisir les opportunités d'investissements dans le secteur agricole au Bénin. Le pays d'Afrique de l'Ouest veut mobiliser 300 milliards de francs CFA (plus de 457 millions d'euros) au cours des quatre prochaines années pour renforcer la sécurité alimentaire des populations. Selon le ministère béninois en charge de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, 26 % des ménages sont en insécurité alimentaire au Bénin, dont 1,9 % en insécurité sévère. Le gouvernement du Bénin justifie cette situation par l'insécurité au Sahel, la guerre russo-ukrainienne, la Covid-19 et surtout le changement climatique. Les fonds obtenus viendront s'ajouter aux 86 milliards de francs CFA (plus de 136 millions d'euros) déjà mobilisés par les autorités béninoises, dans le cadre de cette initiative.

**La réalisation d'aménagements hydroa-**



gricoles

Avec cette mobilisation financière, le gouvernement béninois table sur une production supplémentaire de 400 000 tonnes de maïs, de 1,5 million de tonnes de manioc, de 300 000 de produits maraîchers. Pour y parvenir, des aménagements hydro-agricoles « à maîtrise totale de l'eau » seront réalisés en aval des petits barrages en terre, ainsi qu'au niveau des plaines et vallées pour contrôler l'irrigation. Porto-Novo mise également sur l'utilisation de « semences certifiées et climato-intelligentes de bonne qualité par les producteurs ». La sécurité alimentaire des Béninois passera également par la pratique de l'aquaculture durable, à travers la réalisation de nouveaux aménagements

aquacoles, la sédentarisation de l'élevage des gros ruminants comme moyen d'adaptation aux régimes pluviométriques, ainsi que la mise en place des engrais et autres intrants végétaux, animaux et halieutiques. Ce qui favorisera la production de 150 000 tonnes de viande toutes espèces confondues et de 5 000 tonnes de poisson à l'horizon 2026 au Bénin. L'utilisation de matériels et équipements modernes de production et de transformation, ainsi que la facilitation de l'accès aux innovations technologiques seront les mots d'ordre dans chacun des secteurs d'activités ciblés pour l'atteinte des objectifs fixés, précise le ministre béninois en charge de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche.

Avec afrik21

lundi 6 février 2023

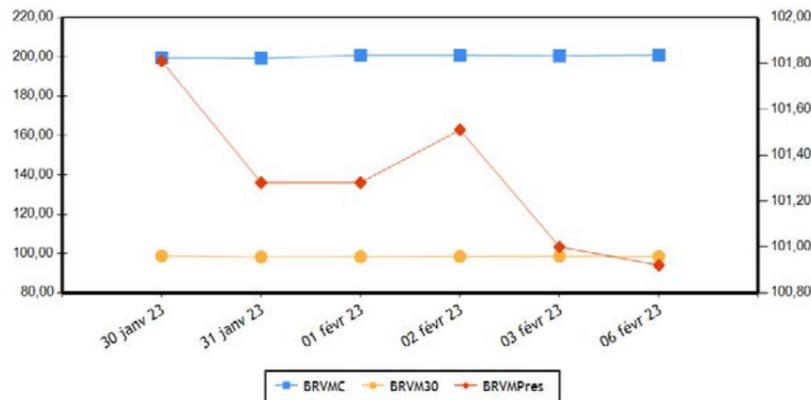
N° 26

|                       |               |
|-----------------------|---------------|
| <b>BRVM COMPOSITE</b> | <b>200,89</b> |
| Variation Jour        | 0,22 %        |
| Variation annuelle    | -1,15 %       |

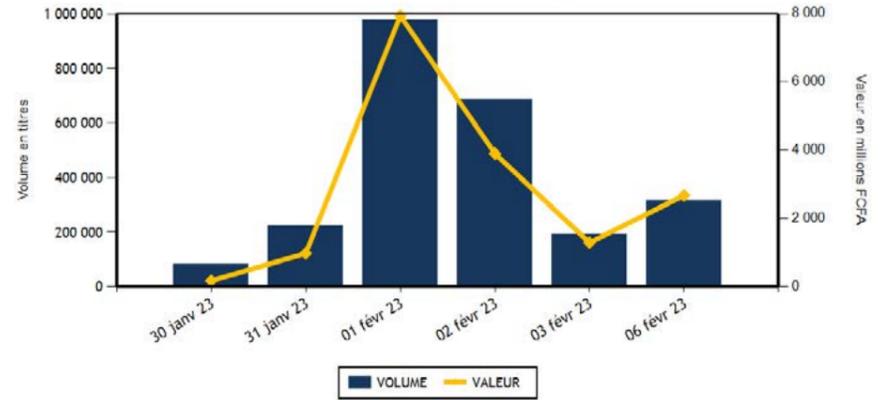
|                    |              |
|--------------------|--------------|
| <b>BRVM 30</b>     | <b>98,37</b> |
| Variation Jour     | -0,20 %      |
| Variation annuelle | -1,63 %      |

|                      |               |
|----------------------|---------------|
| <b>BRVM PRESTIGE</b> | <b>100,92</b> |
| Variation Jour       | -0,08 %       |
| Variation annuelle   | 0,92 %        |

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



| Actions   | Niveau            | Evol. Jour |
|---|-------------------|------------|
| Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits) | 7 473 563 414 105 | 0,22 %     |
| Volume échangé (Actions & Droits)                 | 308 518           | 62,30 %    |
| Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)        | 2 607 148 720     | 102,00 %   |
| Nombre de titres transigés                        | 42                | 10,53 %    |
| Nombre de titres en hausse                        | 10                | -28,57 %   |
| Nombre de titres en baisse                        | 12                | 100,00 %   |
| Nombre de titres inchangés                        | 20                | 11,11 %    |

## PLUS FORTES HAUSSES

| Titres                      | Cours  | Evol. Jour | Evol. annuelle |
|-----------------------------|--------|------------|----------------|
| BERNABE CI (BNBC)           | 2 050  | 7,33 %     | 2,50 %         |
| SAFCA CI (SAFC)             | 775    | 6,90 %     | -11,93 %       |
| AIR LIQUIDE CI (SIVC)       | 750    | 4,17 %     | 11,11 %        |
| TOTAL SN (TTLS)             | 2 550  | 2,20 %     | 0,59 %         |
| ORANGE COTE D'IVOIRE (ORAC) | 10 495 | 1,89 %     | 2,79 %         |

## INDICES PAR COMPARTIMENT

| Base = 100 au 02 janvier 2023 | Nombre de sociétés | Valeur | Evol. Jour | Evol. annuelle | Volume  | Valeur        | PER moyen |
|-------------------------------|--------------------|--------|------------|----------------|---------|---------------|-----------|
| BRVM-PRESTIGE                 | 10                 | 100,92 | -0,08 %    | 0,92 %         | 61 562  | 226 890 980   | 6,05      |
| BRVM-PRINCIPAL                | 36                 | 97,61  | 0,42 %     | -2,39 %        | 246 956 | 2 380 257 740 | 9,56      |

## INDICES SECTORIELS

| Base = 100 au 14 juin 1999 | Nombre de sociétés | Valeur   | Evol. Jour | Evol. annuelle | Volume  | Valeur        | PER moyen |
|----------------------------|--------------------|----------|------------|----------------|---------|---------------|-----------|
| BRVM - INDUSTRIE           | 11                 | 94,27    | -0,42 %    | -9,55 %        | 28 687  | 161 180 605   | 24,76     |
| BRVM - SERVICES PUBLICS    | 5                  | 494,22   | 0,66 %     | 1,03 %         | 234 832 | 2 395 074 695 | 8,96      |
| BRVM - FINANCES            | 15                 | 73,93    | -0,18 %    | -2,09 %        | 38 517  | 32 904 020    | 6,89      |
| BRVM - TRANSPORT           | 2                  | 330,96   | 0,00 %     | -3,14 %        | 502     | 660 200       | 5,27      |
| BRVM - AGRICULTURE         | 5                  | 285,69   | -0,19 %    | 0,75 %         | 2 125   | 11 723 560    | 5,54      |
| BRVM - DISTRIBUTION        | 7                  | 350,87   | 0,31 %     | -2,14 %        | 2 809   | 4 585 100     | 26,14     |
| BRVM - AUTRES SECTEURS     | 1                  | 1 221,54 | 0,00 %     | 4,21 %         | 1 046   | 1 020 540     | 11,89     |

| Indicateurs                         | BRVM COMPOSITE   |
|-------------------------------------|------------------|
| PER moyen du marché                 | 8,05             |
| Taux de rendement moyen du marché   | 7,76             |
| Taux de rentabilité moyen du marché | 8,45             |
| Nombre de sociétés cotées           | 46               |
| Nombre de lignes obligataires       | 113              |
| Volume moyen annuel par séance      | 399 915,00       |
| Valeur moyenne annuelle par séance  | 1 027 960 660,95 |

| Indicateurs                      | BRVM COMPOSITE |
|----------------------------------|----------------|
| Ratio moyen de liquidité         | 9,77           |
| Ratio moyen de satisfaction      | 38,53          |
| Ratio moyen de tendance          | 394,21         |
| Ratio moyen de couverture        | 25,37          |
| Taux de rotation moyen du marché | 0,01           |
| Prime de risque du marché        | 6,52           |
| Nombre de SGI participantes      | 31             |

## Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances  
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)  
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottante)  
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif  
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende  
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées  
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

## BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma  
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01  
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85  
 Fax : +225 20 32 66 84  
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

## PAYS DE L'UEMOA



## Suisse

## Troisième mois de hausse consécutive du taux de chômage

Le taux de chômage à fin janvier se monte à 2,2%. Depuis novembre, il augmente régulièrement de 0,1% par mois.

Après avoir atteint son niveau le plus bas depuis vingt ans, fin 2022, le taux de chômage connaît désormais une tendance régulière à la hausse. Fin janvier, il était de 2,2% au niveau national, un peu plus que fin décembre (2,1%), fin novembre (2,0%) et fin octobre (1,9%). À la fin de l'année dernière, le secrétariat d'État à l'Économie disait d'ailleurs s'attendre à cette hausse. Le taux reste toutefois encore bas: il y a douze mois, fin janvier 2022, il était de 2,7%. La hausse du taux de chômage concerne toutes les classes d'âge. Elle touche plus fortement la Suisse romande et le Tessin



que la Suisse alémanique et proportionnellement plus les hommes que les femmes; les étrangers que les Suisses. Au niveau des cantons, un seul parmi tous les cantons suisses parvient à voir son taux de chômage diminuer:

c'est le canton du Jura. Il se fixe à 3,6% contre 3,7% il y a un mois. Le taux le plus faible du pays se situe toujours à Schwytz (0,7%); le plus élevé à Genève (3,8%).

(ywe)

## Danemark

TotalEnergies signe l'un des plus grands projets de stockage du CO<sub>2</sub> en Europe

Le géant français des hydrocarbures a obtenu du Danemark l'autorisation d'explorer le sol de la mer du Nord dans le but d'y enfouir 5 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> par an à l'horizon 2030.



TotalEnergies a annoncé lundi avoir remporté au Danemark deux permis pour explorer le potentiel d'enfouissement de CO<sub>2</sub> à plus de deux kilomètres sous le sol de la mer du Nord, avec l'objectif d'y emprisonner 5 millions de tonnes (Mt) par an à l'horizon 2030. Les permis remportés par le géant pétrolier portent sur une surface de plus de 2000 km<sup>2</sup>, à environ 250 km de la côte occidentale danoise. La zone inclut les champs gaziers de Harald, opérés par TotalEnergies, ainsi qu'un aquifère salin susceptibles d'accueillir les volumes stockés, explique le groupe français. L'objectif est de réaliser en 2025 un premier forage dans l'aquifère, entre 2 et 3 km sous les fonds marins, explique Martin Rune Pedersen, dirigeant de TotalEnergies au Danemark. Au Danemark, TotalEnergies détient 80% de ce projet baptisé Bifrost et en sera le futur opérateur. Aucun chiffre sur le coût ou le financement n'a été com-

munié.

### Jusqu'à 13 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> capturés par an

Avec un autre projet danois, baptisé Greensand, jusqu'à 13 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> pourraient être capturées annuellement. «Le sous-sol danois ouvre les portes à une nouvelle aventure commerciale verte avec une clientèle à travers toute l'Europe», s'est félicité le ministre du Climat et de l'Énergie danois, Lars Løkke Rasmussen. TotalEnergies, pour sa part, participe désormais à quatre projets de ce type, tous en mer du Nord. La mer du Nord est adaptée pour ce genre d'enfouissement car son sous-sol a les propriétés géologiques nécessaires, et parce que la région compte déjà de nombreux gazoducs et sites de stockage laissés par des décennies d'exploitation pétrogazière. Les projets de captage et stockage de carbone, encore très coûteux

et à leur frémissement, visent à capter puis emprisonner le CO<sub>2</sub>, source de réchauffement planétaire et émis en particulier par l'exploitation des énergies fossiles et l'industrie lourde.

### Un passage obligé

Une fois capté à la source, par exemple sur des sites industriels, ce gaz à effet de serre doit être transporté (par bateaux ou d'anciens gazoducs) pour être stocké dans des réservoirs (cavités géologiques, gisements pétrogaziers épuisés...). Face à l'ampleur du réchauffement climatique, les experts climat du GIEC ont estimé pour la première fois, dans leur dernier rapport de référence, que le monde devrait recourir au captage et stockage du CO<sub>2</sub>, quel que soit le rythme auquel il parvient à réduire ses émissions de gaz à effet de serre. Quelque 40 milliards de tonnes de CO<sub>2</sub> sont émises chaque année mondialement.

(AFP)

## L'éco en bref

## France : l'Insee table sur une croissance de 0,2% aux 1er et 2e trimestres 2023

L'économie française devrait progresser de 0,2% sur chacun des deux premiers trimestres de 2023 grâce à une production industrielle résistante tandis que l'inflation devrait refluer à 5% sur un an en juin, a pronostiqué l'Institut national de la statistique (Insee) mardi. Après avoir progressé d'un timide 0,1% au quatrième trimestre 2022, le produit intérieur brut (PIB) augmenterait ainsi de 0,2% au premier trimestre puis de 0,2% à nouveau au deuxième, contre respectivement 0,1% et 0,3% anticipés précédemment. Dans son ensemble, la hausse des prix à la consommation demeurerait sur «un plateau» autour de 6% sur un an en février, un niveau inédit depuis près de quatre décennies, avant de refluer progressivement à 5% en juin. Mais l'alimentation pesant désormais davantage que l'énergie dans cet indicateur, l'inflation sous-jacente (hors énergie et produits alimentaires frais) se maintiendrait au-dessus de ce niveau, à 5,7% mi-2023.

## États-Unis : le déficit commercial a atteint un record en 2022

Le déficit commercial des États-Unis a atteint un record en 2022 sous l'effet d'une nette hausse des importations par rapport à l'année précédente, notamment des matériaux, des automobiles et des biens de grande consommation. Le déficit des biens et services avec le reste du monde a atteint 948,1 milliards de dollars, en hausse de 12,2% par rapport à 2021, selon les données publiées mardi par le Département du commerce. C'est le plus haut chiffre enregistré dans les données gouvernementales, qui remontent à 1960. Les États-Unis ont importé pour 3958 milliards de dollars, contre 3402 milliards un an plus tôt. De l'industrie automobile (+52 milliards de dollars) aux biens de grande consommation (+76,3 milliards), en passant par les matériaux et fournitures industriels (+160,9 milliards) et les produits alimentaires (+26,1 milliards), tous les grands secteurs ont vu leurs importations augmenter l'an dernier.



## En zone euro, le pic d'inflation pourrait être atteint en juin

Le gouverneur de la Banque de France a estimé mardi que le pic d'inflation en zone euro serait «très probablement» atteint d'ici juin, mais le retour à l'objectif de 2% sera long et les consommateurs semblent douter d'un recul durable des prix. «L'inflation culminera très probablement, sauf nouvelles surprises, au cours du premier semestre de cette année», a déclaré François Villeroy de Galhau qui participait par visioconférence à un colloque organisé par l'hebdomadaire allemand «Die Zeit». «Nous ne sommes pas très loin» du pic, a-t-il ajouté, alors que les faits semblent déjà lui donner raison: de 10,4% en octobre, l'inflation a déjà nettement reculé dans la zone euro en janvier, à 8,5% et pour le troisième mois consécutif, grâce à l'accalmie sur les tarifs de l'énergie. La Banque centrale européenne «ramènera l'inflation vers 2%», niveau qui traduit la stabilité des prix, «d'ici la fin de 2024 ou 2025», a martelé le banquier central.



## Les aéroports européens ont retrouvé 79% de leur clientèle

Les aéroports européens ont retrouvé l'année dernière 79% de leurs clients de 2019, un doublement en volume sur un an, et espèrent avoir «tourné la page» du Covid-19 même si des «incertitudes» économiques et géopolitiques persistent. «La hausse du trafic de passagers l'année dernière a été phénoménale», a déclaré Olivier Jankovec, directeur général de la branche européenne du Conseil international des aéroports (ACI Europe), cité mardi dans un communiqué de son organisation. La fréquentation dans les aéroports européens «a presque doublé (+98%) en 2022 par rapport à l'année précédente, pour atteindre 1,94 milliard de passagers», selon ACI Europe, qui fédère plus de 500 plateformes aéroportuaires dans 55 pays.

Sélection AFP &amp; REUTERS



## INVESTIR EN ZONE UEMOA

| EMETTEUR                 | CÔTE D'IVOIRE             | MALI                      | BÉNIN                      | TOGO                      |
|--------------------------|---------------------------|---------------------------|----------------------------|---------------------------|
| Date                     | 07/02/2023                | 08/02/2023                | 09/02/2023                 | 10/02/2023                |
| Instrument               | BAT 91J - OAT 3A - OAT 5A | BAT 91J - OAT 3A - OAT 5A | BAT 364J - OAT 3A - OAT 5A | BAT 91J - OAT 3A - OAT 5A |
| Montant (en Mds de FCFA) | 65                        | 35                        | 15                         | 35                        |
| Taux d'intérêt           | Multiples - 5,30% - 5,50% | Multiples - 5,90% - 6,20% | Multiples - 5,20% - 5,30%  | Multiples - 5,50% - 5,70% |

Pour toute information complémentaire, rendez-vous sur : [www.umoatitres.org](http://www.umoatitres.org)

## HOROSCOPE finance

**Bélier** L'argent, comme c'est trop souvent le cas, sera aujourd'hui au centre de toutes vos préoccupations. Votre action peut se révéler féconde grâce à l'appui de Neptune. Cependant, ne vous laissez pas trop envahir par les considérations matérielles : prenez le temps de vivre, dès aujourd'hui même, quitte à gagner et à posséder moins.

**Taureau** Le climat astral de la journée incitera à la prudence dans le domaine financier. Vous risquez de ne pas voir les choses comme elles sont en réalité, et de commettre de graves erreurs en vous lançant inconsidérément. Vous pourrez cependant éviter la plupart des déboires possibles en faisant passer la réflexion avant l'action. N'essayez surtout pas de tricher, de jouer au plus fin, en particulier avec le fisc : les dégâts risqueraient d'être considérables.

**Gémeaux** Grâce au soutien de Pluton, vous pourrez améliorer votre niveau de vie. Mais attention, il faudra vous méfier de votre tendance actuelle à la dilapidation. Ce sera le moment ou jamais, par exemple, d'acheter une maison qui vous convienne ; vous trouverez une occasion fort intéressante et pourrez réaliser un emprunt dans de très bonnes conditions. Pensez aussi à placer vos économies ou à les investir : vous y gagnerez.

**Cancer** Vos chances de réaliser d'excellentes transactions financières ou opérations immobilières seront accrues. Si vous êtes confronté à un problème de succession, vous trouverez une solution judicieuse durant cette journée.

**Lion** Votre situation matérielle devrait être florissante. Surtout si vous savez tirer pleinement parti des superbes opportunités qui se présenteront cette fois. Jouez à un jeu de hasard, mais avec une mise très modique : il semble que vous alliez bien gagner quelque chose !

**Vierge** Votre situation financière est dans son ensemble saine. Mais vous devrez vous méfier des mauvais aspects de Pluton. Evitez toute dépense importante, et attendez un moment plus favorable pour réorganiser vos placements et vos investissements.

**Balance** Soyez à l'affût des bonnes affaires et des placements intéressants. Il s'en présentera beaucoup cette fois. Mais il faudra redoubler de vigilance afin de ne pas risquer de dilapider vos économies.

**Scorpion** Le soutien de Jupiter vous fera entrer dans une période de chance financière. Certains d'entre vous auront alors la possibilité d'améliorer nettement leurs revenus.

**Sagittaire** Vous bénéficierez de résultats financiers très appréciables, peut-être même exceptionnels. Vous pourrez alors profiter de cette embellie pour améliorer vos conditions de vie et renforcer votre position sociale.

**Capricorne** Côté finances, méfiez-vous des propositions trop belles pour être honnêtes. Soyez très vigilant et n'accordez pas trop vite votre confiance ; sinon vous risquez de le regretter. Choisissez de jouer la carte de la sécurité.

**Verseau** Ce sera le moment de vous occuper très sérieusement de votre situation financière. D'excellents appuis planétaires vous permettront de faire fructifier habilement vos ressources, à condition, bien entendu, que vous vous y mettiez. Vous pourriez réaliser d'intéressants placements à long terme.

**Poissons** Grâce à la présente configuration astrale, vous pourrez équilibrer votre budget, voire même améliorer vos revenus, à condition d'avoir la tête sur les épaules et de ne prendre aucun risque. Vous manquerez en effet par moments de lucidité ou, tout simplement, vous n'aurez pas tous les éléments en main pour faire les bons choix ; seule la prudence sera donc payante.

## L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC  
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières  
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »  
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207  
Adresse : 199 Angle rue Ayissou, Totsi, Lomé  
Email : [contact@leconomistedutogo.tg](mailto:contact@leconomistedutogo.tg)  
Site web : [www.leconomistedutogo.tg](http://www.leconomistedutogo.tg)  
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

### Directeur Général

Léonard DOSSOU  
(+228 96 26 05 15)

### Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE  
(+228 91 46 14 79)

### Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A  
(+228 90 16 47 09)

### Rédacteur en Chef

Joël YANCLO  
(+228 97 78 79 07)

### Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

### Directeur Commercial

Eli DEKOU  
(+228 92 10 93 53)

### Correcteur

Michel Yao AYEVA

### Graphiste

Gérard DAMAWOU



Ministère de  
l'Administration  
Territoriale, de la  
Décentralisation et du  
Développement des  
Territoires



Ministère de la Communication et  
des Médias



## Premier atelier de renforcement des capacités des communes togolaises pour la mise en place de leur service de gestion des déchets (Lomé, 24 et 25 janvier 2023)

Dans le cadre du Fonds de Solidarité pour les Projets Innovants, les Sociétés Civiles, la Francophonie et le Développement Humain (FSPI), l'Ambassade de France au Togo – met en œuvre le « Programme d'Appui au Processus de Décentralisation au Togo (PAPDT) » conduit en partenariat avec le Ministère togolais de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et du Développement des Territoires (MATDDT). Ce projet vise à promouvoir la gouvernance démocratique et le développement territorial durable au Togo par le biais d'un appui stratégique, institutionnel et technique à la réforme de la décentralisation.

Le Fonds Mondial pour le Développement des Villes (FMDV) est l'opérateur principal de sa composante 2 « Accompagnement des communes togolaises dans le développement de leurs services publics locaux essentiels », axée principalement sur la mise en place de services de gestion des déchets aussi bien dans ses aspects organisationnels, techniques que financiers (identification des modes de gestion et des investissements nécessaires, mécanismes de financement, etc.).

De novembre 2022 à février 2024, le FMDV avec l'expertise du Gret et du PADIE interviendront sur trois activités principales :

- 1) le renforcement des capacités des acteurs sur la gestion des déchets,
- 2) l'accompagnement de quatre communes togolaises dans l'élaboration d'un service de gestion des déchets,
- 3) l'appui au dimensionnement des modes de gestion adaptés pour les communes et le passage à l'échelle, notamment à travers le développement d'actions pilotes dans les quatre communes.

La cérémonie de lancement de la composante 2 du programme a réuni à Lomé, des représentants de l'Ambassade de France au Togo, le Secrétaire général du MATDDT, le Secrétaire exécutif de la Faïtière des Communes du Togo, des équipes municipales des 4 communes sélectionnées mais aussi des partenaires techniques et financiers. A la suite de celle-ci s'est tenu, les 24 et 25 janvier 2023, un atelier mobilisateur de renforcement des capacités des collectivités en matière de gestion des déchets.

Cet atelier s'est adressé en particulier aux 4 communes pilotes togolaises ayant été sélectionnées pour bénéficier d'un appui individualisé dans le cadre du projet : Haho 1 (région des Plateaux), Yoto 1 (région Maritime), Blitta 1 (région Centrale) et Kozah 2 (région de la Kara).

Organisé et animé par le groupement FMDV/GRET/PADIE, l'atelier a couvert de nombreux thèmes en vue d'appuyer les communes dans la conception de leur service de gestion des déchets : organisation d'une filière de gestion des déchets, présentation du cadre juridique liée à la gestion des déchets, des modes de gouvernance, budgétisation etc.

Les agents et exécutifs communaux (maires, directeurs des services techniques et financiers) ont également participé à des sessions de travail collaboratif sur l'établissement d'un pré-diagnostic dans leur commune et ont profité des retours d'expériences de communes de Lomé et d'autres collectivités africaines, mettant en exergue les bonnes pratiques en la matière.

L'atelier sera suivi de missions de terrain dans chacune des communes pour poursuivre le travail d'accompagnement individualisé et de diagnostic. A l'issue de cette phase d'état des lieux, l'assistance technique du groupement se prolongera pour permettre aux municipalités d'aborder la conception de leur filière de gestion des déchets et leurs modes de financement.

## Togo / Culture

## Défilé « Solim mode » au parc des éléphants de Djamdè

La 3<sup>e</sup> édition du défilé de mode dénommé « Solim mode » s'est déroulée le samedi 4 février au parc des éléphants de Djamdè (commune Kozah 4).

Placé sous le thème : « Sauvageons la faune », cet événement culturel et touristique est à l'actif de l'agence événementiel « Solim Mode » en collaboration avec Eliysha Voyage. Il a regroupé les acteurs stylistes et modélistes, les représentants des partenaires et sponsors, le personnel de la gestion du parc, les forces de défense et de sécurité, ainsi que les amoureux de la mode. Son but est de promouvoir l'environnement, le tourisme togolais à travers des défilés de mode délocalisés sur les sites touristiques du territoire national. Il s'est agi d'amener ces acteurs à partager leurs expériences dans ce domaine qui est en perpétuel mutation et de tisser des relations pour faire prospérer leurs activités. Les mannequins habillés par des stylistes du Burkina-Faso et du Togo ont défilé dans un cadre naturel devant un public émerveillé par le talent des créateurs. Durant deux heures, accompagnés de la mélodie traditionnelle du griot de Pagouda, Yassi Eyadéma, les spectateurs ont suivi la démonstration et la valorisation du patrimoine



vestimentaire africain. Des collections de tenues traditionnelles et modernes en tissus, pagnes, tee-shirt et plastiques leur ont été présentées. Le ton a été donné par la collection des stylistes et modélistes togolais. Il s'agit des collections Nadcratf ; Nana Aïcha ; Delali ; Petit Paris et Florance. Justifiant le choix du thème, le directeur de l'agence événementiel « Solim Mode », Wissi Solim a indiqué que « si on ne prend pas soin de la faune, nous risquons de voir disparaître toute la substance et la diversité qu'elle renferme ». Il a ajouté qu'il est important de prendre des mesures idoines pour la préserver afin que la génération future puisse en bénéficier. La directrice de Eliysha Voyage, Mme Mèma Bitadalam a quant à elle

précisé que son agence promeut le voyage qui permet de découvrir le tourisme d'une autre façon. « Nous visons la promotion des territoires inconnus. Le Togo profond est très beau. C'est lorsque nous avons lancé l'événement défilé au parc des éléphants de Djamdè que certaines personnes ont eu écho de l'existence des éléphants dans cette partie du Togo », a-t-elle laissé entendre. La styliste Prisca Ameto de Kara n'a pas caché sa joie. « Ce défilé m'a permis de présenter ma collection (l'amour peut faire tout) composée des tenues sénégalaises, togolaises et de princesses », a-t-elle déclaré. Les deux dernières éditions se sont déroulées à la cassade de Womé à Kpalimé.

Avec ATOP/SG/BV

## Serie A

## Rebondissement polémique dans l'affaire de la Juventus !

Alors qu'elle attend de savoir si de nouvelles sanctions seront prononcées à son égard, la Vieille Dame sait que le procureur chargé de l'enquête ne l'apprécie pas vraiment. Et ça fait polémique.

Épinglé par la justice italienne dans l'affaire de la "Plusvalenze Case" (la Juventus est accusée d'avoir surévalué des prix de vente dans le but d'obtenir des bénéfices injustifiés), le club piémontais a été lourdement sanctionné. Le Tribunal de la Fédération Italienne de Football (FIGC) lui a en effet retiré 15 points.

Une sanction qui a fait passer les Bianconeri de la troisième à la dixième place du classement de Serie A. Et ce n'est pas tout. Quelques jours plus tard, la presse italienne a fait savoir que la Vieille Dame pourrait encore une fois être lourdement sanctionnée dans le cadre de l'affaire de la manœuvre salariale. Et cette fois, c'est

20 points qui pourraient lui être retirés. Une tout autre histoire puisque si cette sanction est prononcée, la Juve se retrouverait alors dernière du classement avec trois petits points ! Turin tremble même si un petit rebondissement vient de se produire.

Avec footmercato.net

## Justice

## La Cour d'assises de Kara programme 25 dossiers de crimes

La première session de la Cour d'Assises de Kara de l'année 2023 a été ouverte à la Cour d'Appel de Kara, le lundi 6 février.



Cette session qui prendra fin le 20 février permettra d'examiner 25 dossiers de crimes inscrits au rôle. Ces dossiers sont relatifs à l'assassinat, aux homicides volontaires, au viol, à la complicité et à la tentative de viol, à la pédophilie, aux vols aggravés en bande organisée. A ces infractions s'ajoutent la tentative de vols aggravés, les violences aggravées, celles dites volontaires ayant entraîné la mort sans intention d'homicide, la détention illégale d'arme à feu et le regroupement de malfaiteurs. L'inceste, le proxénétisme, la traite et la complicité de traite de personnes, la tentative d'infanticide et de parricide ainsi que le détournement de deniers publics font également partie des infractions. Au total 45 accusés passeront à la barre pour répondre de leurs actes et être situés sur leur sort. L'ouverture de la session s'est déroulée en présence du préfet de la Kozah Col. Hémou Badibawu, des autorités administratives, des élus locaux, des acteurs de la justice ainsi des forces de défense et de sécurité. A l'occasion, le président de la Cour d'Appel de Kara, Kutuhun Kossi a indiqué que l'organisation de cette session satisfait non seulement à une exigence de la loi, mais répond aussi à l'un des sou-

cis majeurs, qui est d'organiser au moins une session d'assises chaque année afin de résorber le nombre sans cesse croissant des affaires criminelles dont les juridictions sont régulièrement saisies. Il a rappelé à tous les acteurs, qui interviendront au cours des jugements, tout le sérieux et la grande responsabilité dont ils doivent faire preuve sur tous les plans. M. Kutuhun Kossi a exprimé sa gratitude au chef de l'Etat, Faure Gnassingbé et au gouvernement pour l'attention qu'ils accordent au secteur de la justice en mettant à leur disposition des moyens financiers nécessaires à l'organisation de ces assises. Le président a enfin rassuré le public de toutes les conditions prises pour assurer un procès juste, proportionnel et équitable aux personnes accusées. Le procureur général près la Cour d'Appel de Kara, Ali Essodon a, pour sa part, rappelé que les assises ont un caractère solennel, sérieux et particulier. Il a appelé les magistrats, les assesseurs, les jurés et les avocats à la responsabilité afin de jouer leur partition dans le respect des règles de l'art.

**Inceste, détention et cession de cannabis, première affaire jugée**

La toute première affaire jugée à l'ouverture de cette session a opposé le ministre public au sieur Kondame Kampatibe. Ce dernier est accusé d'inceste, de détention et cession de cannabis. Il ressort des faits que, le sieur Kondame Kampatibe, né en 1980 à Nanergou (Préfecture de Tône) de nationalité togolaise, après un long séjour à la prison civile de Lomé, a regagné courant 2019 Dapaong avec ses deux filles Kondame Larba et Kondame Fidèle orphelines de mère. Installé, le sieur Kampatibe s'est lancé dans la vente et consommation de cannabis. C'est dans cette atmosphère que la nommée Kondame Larba, courant mois de janvier 2020, est allée porter à la connaissance de la police que son père les soumettait sa petite sœur et elle-même à des relations sexuelles forcées. Elle précise en être même tombée enceinte avant de porter plainte contre celui-ci. Faits prévus et punis par les articles 223, 248 et 257 du code pénal selon la cour. L'accusé a reconnu les faits qui lui sont reprochés. Il a été condamné à 7 ans de réclusion criminelle et d'une amende de cinq millions (5.000.000) de francs CFA

Avec ATOP/SG/MEK

## Le Togo en chiffres

| Produits échangés   |  | (autres que les médicaments) ...  |     |   |     |
|---|--|---|-----|---|-----|
| 1,0 Mds USD de produits exportés en 2020  | 2,2 Mds USD de produits importés en 2020 | Motocycles – y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars. | 6,8 | Motocycles – y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars. | 3,4 |
| Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques, bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques | 9,0                                      | Energie électrique  | 5,1 | Huile de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées                                    | 6,5 |
| Phosphates de calcium et phosphates aluminocalciques, naturels et craies phosphatées  | 8,8                                      | Médicaments (à l'excl. Des produits du n°3002...  | 5,1 | Coton, non cardé ni peigné  | 6,5 |
| Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés   | 8,4                                      | Voitures de tourisme et autres véhicules  | 3,9 | Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux...  | 5,4 |
| Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...                  | 8,3                                      | Polymères de l'éthylène, sous formes primaires  | 3,4 | Perruques, barbes, sourcils, cils, mèches...  | 3,3 |
|   |  |   |     | Fèves de soja, même concassées  | 2,7 |
|   |  |   |     | Tissus de coton, contenant >= 85% en poids de coton...  | 1,9 |

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

# POUR VOUS, NOUS NOUS RÉINVENTONS

Vous êtes une Très Petite Entreprise (TPE)  
ou Petite et Moyenne Entreprise (PME)?  
Désormais, Société Générale Togo  
vous accueille.

**C'EST VOUS  
L'AVENIR**



**SOCIETE GENERALE  
TOGO**

Société Générale Togo, succursale de Société Générale Bénin SA avec Conseil d'Administration au capital social de 37.000.000.000. Siège social : 2983, avenue de la Libération, Tokoin-Gbadago (72TKG) - RCCM : TG-LOM-2014 E 192 01 BP : 5012 LOME - Tél. : +228 22 53 75 00 - Fax : +228 22 53 75 01 - CIB : T0187 M - NIF : 1000385632